Le 08/04/2010 :

STMicroelectronics/ST-Ericsson :

Motion déposée auprès des Pouvoirs Publics :
Préfecture, Conseil Général, Métro, Ville de Grenoble

Et demande de rendez-vous.

STMicroelectronics est une multinationale de la microélectronique. ST-Ericsson est une filiale récente (à partir de mi 2008) de STMicroelectronics (actionnaire majoritaire) et du groupe Ericsson. Sur le site de Grenoble, 2400 salariés issus de STMicroelectronics travaillent dans ces deux entreprises.

Depuis le jeudi 18 mars, plusieurs centaines de salariés (entre 300 et 500 suivant les jours, dont de nombreux ingénieurs) de STMicroelectronics et ST-Ericsson de Grenoble tiennent une assemblée ou manifestent dans ou devant le site une heure chaque jour. Des mouvements sociaux se déroulent également sur les autres sites de ST-Ericsson en France.

Pour 2010, les salariés demandent que les augmentations prévues en octobre pour ST-Ericsson soient appliquées en avril comme pour les salariés de STMicroelectronics, que soit stoppé le processus de séparation entre STMicroelectronics et ST-Ericsson, que soit modifiée la politique salariale des deux sociétés (ajout d'une augmentation générale, suppression des quotas de notation). Petit rappel : en 2009, les salariés n'ont pas été augmentés. Un autre point choquant est le décalage entre la politique salariale imposée aux salariés et les augmentations et bonus des membres du staff.

Ce mouvement d'une force et d'une longueur inhabituelle témoigne d'un malaise très fort à STMicroelectronics et ST-Ericsson Grenoble. Ce malaise est renforcé par les nombreuses restructurations ayant eu lieu sur le site et par l'inquiétude sur l'avenir de certains secteurs. Les salariés s'inquiètent aussi de la stratégie financière court-terme.

Enfin, des interrogations se font jour sur la tenue des engagements pris par nos sociétés dans le cadre de Nano 2012 (création de 660 emplois à Crolles mais aussi à Grenoble).

La direction refuse de discuter sur les points ci-dessus.

Les trois syndicats CFDT, CFE-CGC et CGT du site, constatant l'incapacité de la direction locale à apporter des réponses, se sont adressés aux PDG de STMicroelectronics et ST-Ericsson France. Dans sa réponse, la Direction ne dit rien sur la pérennité de l'UES ; confirme la séparation de STMicroelectronics et ST-Ericsson, ne donne aucun engagement quant au soutien de ST pour l'activité de ST-

Ericsson. Dans le même courrier, tout changement de politique salariale est refusé. Aucune négociation sur ces sujets n'est acceptée.

Face à ce constat, les syndicats interpellent les pouvoirs publics, qui ne peuvent rester indifférents à la situation puisque l'Etat est actionnaire de STMicroelectronics et que les deux sociétés reçoivent de nombreuses subventions publiques. Les Pouvoirs Publics doivent en effet veiller à ce qu'une politique sociale de qualité soit appliquée et que les financements publics servent le développement industriel dans nos entreprises.

Voici précisément nos demandes :

Sur la politique sociale :
Le statut social dans notre site doit être unique, l'Unité Economique et Sociale aux niveaux France et site doivent être pérennes. Le statut social constitue une garantie d'emploi et de mobilité dans les deux entreprises pour tous les salariés.

La politique salariale doit être unique ; les augmentations actuelles doivent être réellement négociées.

Sur l'avenir des entreprises et la politique industrielle :

Les engagements (investissements et financements) liés à Nano 2012 doivent être explicités auprès des élus du personnel. La stratégie industrielle doit être démontrée avec une vision à long terme et des engagements précis. La stratégie financière à court terme doit être abandonnée.

Nous demandons en outre que les Pouvoirs Publics interviennent auprès de la Direction pour qu'elle négocie avec les représentants du Personnel.

ASSEMBLEE 13H30 – 14H

RENDEZ-VOUS 15H A LA MAIRIE DE GRENOBLE

PARCOURS DE LA MANIFESTATION : MAIRIE, METRO, CONSEIL GENERAL, PREFECTURE .